

# MUNICIPALES : LA PLACE DE L'ÉCOLOGIE DANS LES PROGRAMMES DES CANDIDATS

Émeric Bréhier

06/03/2020

**Quelle place les candidats aux élections municipales accordent-ils à l'écologie ? Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès, a mené l'enquête en décryptant les programmes d'une quarantaine de villes aux caractéristiques territoriales et politiques diverses.**

La cause environnementale est-elle le nouveau Saint-Graal électoral ? À l'occasion des dernières élections européennes, les partis écologistes ont connu de beaux succès dans de nombreux pays de l'Union européenne. Non pas que ceux-ci soient les premiers, tant s'en faut, mais on a pu constater que dans nombre d'entre eux ils ont effectué une étonnante percée ou un retour électoral en force. Au final, si le groupe des Verts/Alliance libre européenne n'est toujours numériquement que le cinquième groupe du Parlement européen, ses effectifs ont crû de 50% passant de 52 à 78 parlementaires. Dans nombre de pays, d'ailleurs, ils sont apparus porteurs de valeurs et d'objectifs politiques qui, un temps, au-delà de considérations politiques nationales, ont été davantage défendus par certains courants sociaux-démocrates. Et les électeurs ne s'y sont pas trompés. Cela n'a pas été le cas bien entendu dans l'ensemble des pays, certains étant (encore ?) polarisés autour d'autres enjeux : Pologne, Grèce, Estonie, Slovaquie, Roumanie, Croatie, Hongrie, Slovénie n'ont envoyé ainsi aucun parlementaire écologiste ; l'Irlande et le Portugal n'en envoyant qu'un seul. *A contrario*, l'Allemagne (24 parlementaires) et la France (12 parlementaires) à elles seules ont envoyé près de la moitié des effectifs du groupe. Deux pays où les forces rattachées au Parti socialiste européen ont connu une cinglante défaite électorale. Tout l'enjeu est donc de savoir si, demain, à l'occasion des consultations électorales successives, ces forces politiques vont non seulement continuer à « performer » électoralement mais vont également parvenir à imposer leur lecture du monde dans la structuration de la vie politique. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans les pays au sein desquels les clivages politiques usuels ont été à ce point fragilisés qu'ils ne sont plus suffisamment puissants pour structurer l'offre politique nationale.

En France, où la liste écologiste conduite par Yannick Jadot est parvenue à recueillir 13,47% des suffrages exprimés (soit plus que La France insoumise et le Parti socialiste réunis), la dernière vague de l'enquête « **Fractures françaises** » avait montré avec force que si le clivage gauche/droite était inefficace, il n'en demeurait pas moins bien mieux compris que le clivage progressistes/nationalistes, quand bien même ce dernier paraissait moins éloigné des réalités vécues par nos concitoyens. De plus, cette étude a montré que si la question « environnementale » apparaissait comme la plus fondamentale pour 36% des enquêtés, ce sont bel et bien les sympathisants de La République en marche (LREM) qui se sont montrés les plus sensibles à 50%, suivis de ceux du Parti socialiste et de La France insoumise (LFI) à 36%, ceux de Les Républicains (LR) avec 31% et ceux du Rassemblement national (RN) à 26%. Forte de son succès électoral aux européennes, la direction d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), renouvelée à l'issue de son dernier congrès, fait des prochaines municipales un moment fort de sa tentative de déploiement. Même si le brouillard n'a pas été levé entre deux options stratégiques antagonistes : s'ancrer dans une opposition à la majorité présidentielle actuelle en devenant le nouveau pôle d'attraction de la gauche, bref en étant cet indispensable aimant permettant de rassembler la limaille ; ou bien, tout en s'opposant aux choix politiques de l'actuelle majorité présidentielle, faire de la question de la lutte contre le changement climatique le nouvel axe de clivage de la scène politique nationale et européenne. Si le premier redéfinit les équilibres internes du clivage traditionnel, il y trouve sa place. Lorsque le second, lui, entend s'y substituer.

Avant même le résultat des élections municipales qui se tiennent les 15 et 22 mars prochains, nous avons décidé de nous pencher sur près d'une quarantaine de villes aux caractéristiques territoriales et politiques diverses afin d'essayer de mieux appréhender les réalités programmatiques par-delà les lectures politiques des futurs résultats. Nous nous sommes intéressés aux dix plus grandes villes bien évidemment, mais également aux villes « moyennes », dans les territoires hors Île-de-France (celles-ci feront l'objet d'une étude particulière). Le panel comprend des communes à direction socialiste, depuis toujours ou passées depuis chez LREM, d'autres gérées par des édiles de droite, certaines dont des maires sortants ont été investis ou soutenus par le parti présidentiel, d'autres demeurant dans leur camp d'origine, mais également des villes conquises par Les Républicains lors de la vague bleue des municipales de 2014. Il s'agit ici de déterminer si les réponses aux enjeux environnementaux semblent, ou non, constituer un élément différenciant ou structurant. Relevons ici un élément de surprise : toutes les listes n'avaient pas fait connaître, à la mi-février 2020, l'ensemble des points de leurs programmes à leurs concitoyens. On comprend mieux à cet égard le coup de gueule poussé par l'un des candidats à l'élection municipale de Grenoble le 18 février dernier. On peut y voir bien évidemment l'attention de certains candidats à construire leurs programmes avec leurs concitoyens. On peut y voir tout autant un signe supplémentaire de l'effacement des structures partisanes porteuses d'une vision

du monde, y compris locale ! Nulle question de savoir ici s'il s'agit d'une novation politique ou d'un exemple supplémentaire de la déstructuration idéologique renvoyant l'élection municipale à sa plus simple expression : le choix d'une personnalité pour occuper le fauteuil de maire.

Lorsque l'on se penche sur les programmes « environnementaux » présentés à la mi-février 2020 par les candidates et les candidats dans des villes moyennes hors de l'Île-de-France, on est d'abord frappés de constater que dans maints domaines on retrouve des positions similaires dans presque toutes les familles politiques, mais bien évidemment pas dans les mêmes territoires. Ainsi, l'arrêt de l'étalement urbain et la végétalisation de la ville se retrouvent tant chez les candidatures LREM de Grenoble, Nancy et Clermont-Ferrand que chez celles du Parti socialiste de Clermont-Ferrand, Dijon ou Lorient, que chez ceux de LR ou Divers droite (DVD) à Grenoble ou Clermont-Ferrand et dans les listes soutenues par EELV à Grenoble, Dijon ou Boulogne-sur-Mer. La piétonnisation remporte le même succès même si la limitation de la voiture a nettement plus de mal à trouver sa place, notamment chez les candidatures issues des rangs des Républicains. De même, l'interdiction des pesticides ne soulève pas une vague d'enthousiasme puisque seuls les candidats socialistes à Clermont-Ferrand et ceux de La France insoumise dans la ville auvergnate en font l'une de leurs mesures phares. *A contrario*, le développement d'une agriculture urbaine, la lutte contre la pollution visuelle, mais également l'augmentation de l'offre du bio, voire du vegan, dans les cantines scolaires font l'unanimité ou à tout le moins chez les candidats issus de LREM, du Parti socialiste et d'EELV. Parfois, avec des intensités, ou des spécificités programmatiques différentes, mais de manière suffisamment consensuelle et distincte des candidats des LR et RN pour être soulignée. Les candidats de ces trois sensibilités politiques insistent tous également sur les propositions concernant la rénovation écologique des logements et sur de nouveaux efforts en faveur de la tarification des systèmes de transports, certains allant jusqu'à prôner la gratuité de ces derniers au moins pour les week-ends. On retrouve enfin cet accord pour la création d'observatoires, de conseils, d'instituts chargés du suivi de la mise en œuvre des mesures en faveur de la préservation de l'environnement. Un peu à l'image de la Convention citoyenne mise en place par le président de la République aux lendemains de la crise des « gilets jaunes ». Sans surprise, un ensemble de mesures achèvent de convaincre l'ensemble des formations politiques : la suppression, ou la restriction importante, des plastiques à usage unique et/ou des déchets dans l'ensemble des structures municipales, y compris chez les candidats soutenus par LREM.

Lorsque l'on se penche sur le cas des dix villes les plus peuplées, des conclusions similaires s'imposent. Avec encore plus de force sans doute. Aucun candidat n'affirme ainsi un quelconque climato-scepticisme. Bien plus, tous s'accordent sur le fait que la question environnementale présente un axe majeur, ou transversal, de leur programme. Ceci n'ayant bien entendu aucun lien avec le fait que, dans neuf des dix villes, les listes EELV avaient obtenu lors des européennes des

scores supérieurs, et parfois très largement, à la moyenne nationale. Seule Nice, avec 11,87%, obtient un score inférieur. À Lille, Nantes, Rennes, Strasbourg, Lyon, Bordeaux et Toulouse, les écologistes ont obtenu des scores dépassant les 20% des suffrages exprimés, lorsqu'à Paris comme à Montpellier, elles ont frôlé cette même barre des 20%. Tous les candidats s'accordent ainsi sur la nécessité d'améliorer la qualité de l'air en luttant contre la pollution atmosphérique. Dans ce but, tous s'entendent sur la nécessité de trouver des alternatives à la voiture au sein des villes, grâce au développement des mobilités douces et actives mais aussi par celui du réseau des transports en commun. De même que tous mettent en avant l'impérieuse nécessité de rendre leurs villes bien plus vertes en menant une politique active de végétalisation et en débitumant certains lieux publics (les cours d'école par exemple) et tronçons. De même toujours, chaque candidat insiste sur son souci d'une meilleure gestion des déchets, parfois, reconnaissons-le, loin d'une quelconque préoccupation environnementale mais bien pour répondre à une traditionnelle préoccupation de propreté urbaine. Toutefois, les candidats LR brillent par leur silence sur des problématiques qui font partie prenante des programmes de leurs concurrents : développement d'une agriculture urbaine, politique de rénovation écoresponsable de logements, développement du bio ou du vegan dans les écoles. De même que nombre d'entre eux, s'ils sacrifient à la logique d'une meilleure place réservée à d'autres usages de la voie publique, ne l'entendent qu'en rappelant leur opposition à des politiques publiques perçues comme « anti-voitures », ou culpabilisatrice vis-à-vis des automobilistes. Tendance que l'on retrouve sans surprise chez les candidats issus ou soutenus par le Rassemblement national.

Au final, sous réserve de l'étude concernant les villes franciliennes, il ressort d'abord que presque tous les candidats mettent en avant des programmes plus ou moins volontaires en matière de lutte contre le changement climatique et ses impacts. Avec, bien évidemment, une gradation d'implications selon les forces politiques. Sans surprise, à ce stade, les candidats issus du Rassemblement national sont sinon les plus frileux, du moins peu allants en la matière – certains d'entre eux reprenant l'antienne de la dénonciation des politiques anti-voitures. Relevons également que les candidats issus des Républicains semblent, pour une partie d'entre eux, notamment dans les villes moyennes, avoir entamé une mue véritable. Même si, bien évidemment, en la matière, ce sont bien les candidatures issues d'EELV, de La France insoumise et du Parti socialiste – porteur depuis plusieurs années sans que cela ne soit perçu – qui sont les plus à la pointe de l'éco-socialisme. Il y a là, incontestablement, une évolution programmatique majeure, notamment pour des organisations historiquement marquées par le productivisme, mais aussi une attention nouvelle induite par les résultats électoraux en faveur des mouvements écologistes. La concurrence est rude pour devenir, ou redevenir, l'élément central autour duquel les forces de gauche pourraient se restructurer dans les années à venir – même si l'on peut douter de la force propulsive quant à la restructuration de la scène politique nationale de ces élections municipales.

Restent les candidats LREM, souvent porteurs de projets assez volontaires, ne laissant parfois rien à désirer aux propositions des autres forces politiques. Là aussi, les leçons des élections européennes ont été tirées : nombre des électeurs de la liste de Yannick Jadot avaient bien voté en faveur du président de la République lors de la dernière élection présidentielle, et ce bien souvent dès le premier tour. Au-delà d'une bataille électorale, il s'agit bien ici pour les différents acteurs de la scène politique de savoir quels éléments de clivage vont durablement structurer la vie politique nationale dans les prochaines années. Rien à ce stade n'est joué.